



Informations du Guatemala

1ère Année / N°41

du 9 au 14 octobre 1983

Politique

La commission Kissinger au Guatemala
L'aide militaire est nécessaire
Les réactions des milieux politiques
Le CONDECA, pour empêcher les transformations sociales
Les soldats guatémaltèques n'iront pas au Honduras
Le Guatemala ne reconnaît pas Belize

Insurrection

Nouvelle embuscade dans la capitale
Affrontements dans l'Ouest
Les FAR sabotent la Compagnie nord-américaine
L'EGP dénonce l'ingérence d'Israël
Manifeste du PGT

Droits de l'Homme

Une sévère condamnation
La violation des droits de l'homme persiste
Six hommes politiques séquestrés
Disparus
On tire sur des commerçants
La tactique de la terre brûlée se poursuit

POLITIQUE

LA COMMISSION KISSINGER AU GUATEMALA

Le gouvernement militaire guatémaltèque s'est présenté à la Commission Kissinger (qui a visité le Guatemala le 13 octobre) comme un régime préoccupé par la démocratie et les droits de l'homme, ayant triomphé du mouvement insurrectionnel et jouissant de l'appui populaire.

"Le gouvernement du Guatemala nous a informé de la situation du pays, de ses plans pour le progrès de la démocratie, de l'état actuel de la question des droits de l'homme et de ses vues sur la politique extérieure", a déclaré Henry Kissinger, au sortir d'une entrevue avec le gouvernement.

Selon un autre membre de la Commission, James Wright, leader de la majorité de la Chambre des représentants, "le gouvernement guatémaltèque s'énorgueillit d'avoir conquis la population de l'intérieur du pays". Toujours selon Wright, Mejia Victores pense que "le pire de l'insurrection au Guatemala est déjà passé".

La vision du régime instauré de fait, à laquelle Kissinger parut adhérer, est la même que celle présentée par les gouvernements des généraux Lucas Garcia et Rios Montt.

La visite de la Commission Kissinger a coïncidé avec de sévères critiques de la Commission Intéraméricaine des Droits de l'Homme, formulées à Washigton.

L'AIDE MILITAIRE EST NECESSAIRE

Pour Henry Kissinger, l'aide militaire des Etats-Unis est nécessaire à la pacification du Guatemala. Alors qu'on lui demandait s'il pensait possible d'établir la paix dans un pays qui se trouve au bord d'une guerre de guérilla au moyen de la seule aide économique et sans l'action militaire, Kissinger a répondu : "En tant qu'historien, et non en tant que membre de la Commission, je dirais qu'on ne peut acheter la paix".

Une information élaborée par la Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL) et présentée aux Nations-Unies, avertit la Commission Kissinger sur la nécessité de limiter, en Amérique Centrale, le rôle des militaires à leurs fonctions, de respecter les droits de l'homme et de procéder à un transfert de capitaux, conditions requises pour parvenir à la pacification de la région.

LES REACTIONS DES MILIEUX POLITIQUES

Les milieux politiques ont réagi de diverses manières à la visite de la Commission Kissinger au Guatemala.

Pour le groupe Force Neuve, de tendance sociale-démocrate, la visite de l'ex-secrétaire d'Etat américain équivaut "à celle d'un pro-consul qui vient régler les détails d'un arrangement déjà imposé par Washington"; c'est "un préalable à l'intervention nord-américaine au Nicaragua".

Selon le parti centriste "Force Populaire Organisée", Kissinger est l'homme des solutions bellicistes, en conséquence le moins bien placé pour résoudre les problèmes par la paix et en dialogant".

Le Mouvement de Libération Nationale (MLN, extrême-droite) a réitéré son appui

à la politique des Etats-Unis et du gouvernement guatémaltèque dans la région centre-américaine, telle la reprise de l'activité du Conseil de Défense Centre-Américain (CONDECA) ; il a fait part de son désaccord avec les efforts de pacification du groupe de Contadora.

Plusieurs groupes politiques ont manifesté leur crainte de ce que la visite de la Commission Kissinger au Guatemala ne serve à imposer au pays des normes de comportement politique.

LE CONDECA, POUR EMPECHER LES TRANSFORMATIONS SOCIALES

La reprise de l'activité du Conseil de Défense Centre-Américain (CONDECA), regroupant les armées du Guatemala, du Salvador, du Honduras et du Panama, a provoqué l'indignation de plusieurs secteurs politiques, religieux, étudiants, journalistiques et syndicaux.

Humberto Gonzalez Gamarra, dirigeant du comité politique Unité Révolutionnaire Démocratique, a affirmé le 13 octobre que son groupe rejetait la reprise de l'activité du CONDECA, "parce que, pendant longtemps, les Américains l'ont maintenu pour empêcher, en s'appuyant sur les dictateurs, les transformations sociales et économiques des pays d'Amérique Centrale".

Selon Gamarra, on masque les problèmes sociaux en Amérique Centrale par "un rideau de fumée", en les faisant passer pour "une lutte erronée entre deux puissances".

LES SOLDATS GUATEMALTEQUES N'IRONT PAS AU HONDURAS

Le 12 octobre, des chefs militaires ont démenti au Guatemala les déclarations du général Gustavo Alvarez Martinez, chef des Forces Armées du Honduras, selon lesquelles des soldats guatémaltèques s'entraîneraient à l'école militaire organisée par les Etats-Unis sur le territoire hondurien.

L'armée guatémaltèque a la capacité d'apporter son appui ou ses conseils en matière contre-insurrectionnelle aux soldats qui sont dans cette base nord-américaine", a déclaré le lieutenant-colonel Edgar Djalma Dominguez, chef des relations publiques de l'institution militaire guatémaltèque.

LE GUATEMALA NE RECONNAIT PAS BELIZE

Le gouvernement du Guatemala "ne reconnaît pas Belize en tant qu'Etat, ni ses prétendues frontières terrestres et maritimes", a affirmé le 6 octobre le ministre guatémaltèque Fernando Andrade Diaz-Duran dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU.

Ce même jour, le colonel Carlos Moreira Lopez, vice-ministre des Relations Extérieures, a assuré que Belize est "l'un des foyers ennemis du Guatemala".

INSURRECTION

NOUVELLE EMBUSCADE DANS LA CAPITALE

Des forces insurgées ont tendu une embuscade à un convoi de la police militaire mobile le 7 octobre au soir, dans la 7° zone de la capitale, à la hauteur du 4°

corps de la police nationale.

De source officielle, on reconnaît la perte de José Maria Chacon Mendez et que des dommages légers ont été causés à un véhicule de l'armée.

AFFRONTEMENTS DANS L'OUEST

Le bureau des Relations Publiques de l'armée a fait savoir que les troupes officielles ont affronté des troupes insurgés les 9 et 10 dans les domaines El Rosario et Marilandia, dans la municipalité de El Tumbador, San Marcos, à l'Ouest du pays.

L'armée a reconnu la perte d'un soldat lors d'un affrontement aux environs du village La Union, également dans le département de San Marcos.

Un convoi militaire a été embusqué à Zunnil, Quetzaltenango, à 200 kms à l'Ouest de la capitale.

Du côté militaire, on indique qu'une mine Claymore a éclaté au passage d'un véhicule militaire qui transportait des soldats et que les troupes gouvernementales ont ensuite été attaquées et maintenues sous une fusillade durant 30 minutes. L'armée n'a pas fait part de pertes.

LES FAR SABOTENT LA COMPAGNIE NORD-AMERICAINE

Des commandos des Forces Armées Rebelles (FAR) ont totalement détruit le camp central de la Compagnie nord-américaine Nello Teer, dans le département du Peten. Dans un communiqué émis le 12, les FAR ont affirmé que leur action manifestait leur rejet ainsi que celui du peuple guatémaltèque de l'approbation récente de la loi sur le pétrole, "qui représente l'abandon des ressources naturelles du pays...".

L'EGP DENONCE L'INGERENCE D'ISRAEL

Les premiers jours d'octobre, l'Armée de Guérilla des Pauvres (EGP) a dénoncé le fait que 300 conseillers israéliens opèrent au sein des structures de sécurité et de l'armée du Guatemala.

Selon cette dénonciation, une industrie de guerre israélienne se développe au Guatemala, dans le but d'approvisionner les armées de la région centre-américaine.

MANIFESTE DU PGT

Selon une déclaration du Parti Guatémaltèque du Travail (PGT), rendue publique le 12 octobre, la crise politique que traverse le Guatemala trouve son origine dans la crise de la structure sociale.

Le document signale que les coups d'Etat sont le reflet de la crise du pouvoir, alors que la violation des droits de l'homme s'aggrave.

Le PGT affirme qu'il y a déjà une intervention directe des Etats-Unis en Amérique Centrale, qui ne sera contenue que par le renforcement de l'unité révolutionnaire.

La déclaration a été publiée par les médias nationales et étrangères. C'était la condition posée par le PGT à la libération de Pedro Julio Garcia, entrepreneur et directeur du journal "Prensa Libre", séquestré par l'organisation le 8 octobre.

Les médias ont passé outre l'interdiction officielle de publier le document, la considérant comme une violence à la liberté d'expression.

DROITS DE L'HOMME

UNE SEVERE COMDAMNATION

Le 13 octobre, la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH), de l'Organisation des Etats Américains (OEA), a accusé l'armée du Guatemala de "graves violations aux droits de l'homme, y compris la destruction, la mise à feu et le pillage de villages entiers".

Dans un document de 138 pages publié à Washington, la CIDH affirme que "des centaines de milliers de paysans indigènes ont été déracinés de leur foyer traditionnel et réinstallés dans des camps organisés par le gouvernement, ce qui constitue un moyen de contrôle sur eux".

La dénonciation signale qu'il n'existe au Guatemala ni indépendance, ni autonomie, ni impartialité du pouvoir judiciaire ; elle assure que "les agents de sécurité continuent à se livrer à des séquestrations".

L'armée guatémaltèque a rejeté ces accusations. "On ne peut accepter ainsi une telle information", a déclaré le porte-parole de l'armée le colonel Djalma Dominguez.

LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME PERSISTE

D'après une déclaration du 11 octobre de l'organisation "Washington Office on Latin América" (WOLA), citant des journaux guatémaltèques, les assassinats et séquestrations continuent au Guatemala depuis l'arrivée au pouvoir du général Mejia Victores, le 8 août.

A Washington, la WOLA a dénoncé le fait que, durant la seule semaine du 19 au 26 septembre, plus de 40 personnes ont été assassinées au Guatemala pour des raisons politiques. Elle a également dénoncé l'apparition de plusieurs cimetières clandestins, dans lesquels furent trouvés des cadavres porteurs de traces de tortures.

L'organisation humanitaire a manifesté sa préoccupation au sujet des 400 prisonniers politiques qui étaient inculpés par les tribunaux spéciaux et dont on est sans nouvelles ; son attention a été également attiré par les dénonciations (confirmées) selon lesquelles 3 500 prisonniers se trouvent dans un centre de détention construit pour 800 personnes.

SIX HOMMES POLITIQUES SEQUESTRES

Le 8 octobre, Rony Villavicencio, premier secrétaire de ce parti politique en formation le Front Populaire Organisé (FPO), a dénoncé l'enlèvement de 6 dirigeants de ce parti.

Selon le premier secrétaire, ceci démontre que "l'ouverture démocratique proposée par le régime militaire que dirige le général Oscar Mejia Victores est, en fin de compte, une moquerie à l'égard du peuple guatémaltèque.

Villavicencio a révélé que Hilario Pahuay, Alberto Rafael Quispa, Frenando Solera, Marcelino Nicolas, José Lopez Benito et Julia López ont été enlevés dans le village de Palin, à 40 kms au Sud de la capitale.

DISPARUS

D'après une dénonciation du 12 octobre de la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG), citant la Croix Rouge locale, 15 personnes ont été arrêtées et portées disparues le 9 octobre.

La CDHG a fait remarquer que le régime guatémaltèque "poursuit sa politique des enlèvements et d'exécutions illégales".

Antonio Garcia Borraro, représentant de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, siégeant à Paris, s'est rendu au Guatemala pour enquêter sur les récentes dénonciations concernant l'intensification de la violence dans le pays et sur les éventuels assassinats de personnes portées disparues.

ON TIRE SUR DES COMMERCANTS

Le 9 octobre au soir, les forces de sécurité du gouvernement ont tiré sur Jorge Armando Mejia Hidalgo, 28 ans, et sur Roberto Lopez Romero, 30 ans alors qu'ils circulaient à bord d'un véhicule à la hauteur de la 2^o rue et de la 12^o avenue, dans la 10^o zone de la capitale.

Dans leurs premières déclarations, les autorités policières soutiennent que les victimes étaient des subversifs et qu'elles ont trouvé plusieurs armes à l'intérieur du véhicule.

Néanmoins, les proches des deux jeunes gens affirment qu'ils étaient commerçants ; il a été vérifié qu'ils transportaient des marchandises dans leur véhicule.

LA TACTIQUE DE LA TERRE BRÛLÉE SE POURSUIT

Selon une dénonciation du 12 octobre du Comité de l'Unité Paysanne (CUC), l'armée continue à appliquer la tactique de la terre brûlée et du génocide. Le CUC affirme que 3 tueries au moins ont eu lieu dans les municipalités de San Cristobal, Verapaz et de _____, depuis l'arrivée

au pouvoir du général Mejia Victores, 69 paysans -des femmes et des enfants pour la plupart- ont été assassinés.

Les soldats ont détruits des résidences, des biens, des aliments et des récoltes des paysans indigènes. Les paysans qui fuient dans les montagnes sont poursuivis et regroupés de force dans des "camps de réfugiés internes".

L'organisation paysanne dénonce aussi les bombardements fréquents des villages par la Force Aérienne Guatémaltèque.

D'après les déclarations de la missionnaire guatémaltèque Mercedes Torrebiarte Mendoza au journal mexicain "Unomasuno", le bilan de la terreur du 21 au 27 septembre est le suivant : 106 cadavres portant des traces de tortures découverts dans des cimetières clandestins, 3 400 personnes arbitrairement détenues et 6 catéchistes enlevés dont 2 ont été retrouvés morts.

Informations du Guatemala

Guatemala, le 19 octobre 1983 - ENFOPRENSA

L'ARMÉE GOUVERNEMENTALE A RECONNU AUJOURD'HUI LE BOMBARDEMENT DU DEPARTEMENT DU QUICHE PAR LA FORCE AERIENNE GUATEMALTEQUE (FAG).

La Force Aérienne Guatémaltèque (FAG) combat l'insurrection dans le département du Quiché, a fait savoir aujourd'hui au Guatemala le lieutenant-colonel Edgar Djalma Dominguez, chef des Relations Publiques de l'armée. Après avoir signalé que la FAG appuie les combats contre les groupes insurgés dans le département du Quiché, il a signalé que plus de 1.000 rebelles se trouvent dans la sierra de Chama de ce département.

L'Armée Guérillera des Pauvres (EGP) a dénoncé, dans un communiqué reçu à Mexico lundi 17 octobre, le fait que 5 colonnes d'infanterie ont pénétré dans la zone Ixil, département du Quiché, appliquant la politique de la terre brûlée. Elles sont appuyées par des avions de combat A-37B et par des hélicoptères UHLH, et bombardent la population civile de manière indiscriminée. L'EGP a invité la presse internationale à se rendre sur place afin de se rendre compte des actions de l'armée gouvernementale .

Les forces de sécurité du régime guatémaltèque ont été mises en état d'alerte, ceci pour éviter toute manifestation populaire.

Le Parti Socialiste Démocratique (PSD) a accusé aujourd'hui au Guatemala le régime militaire d'être le représentant des intérêts des secteurs qui contribuèrent à l'échec de la Révolution du 20 octobre 1944.